

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni



Une publication du SER de Londres
Semaine du 24 novembre 2025

Fait marquant

La Chancelière de l'Echiquier présente son budget pour l'année 2025-26

Rachel Reeves a présenté le [budget](#) du gouvernement britannique pour l'année 2025-26 dans un contexte macroéconomique marqué par un ralentissement de la croissance et un rebond de l'inflation. Pour la deuxième année consécutive, le gouvernement travailliste est contraint d'augmenter massivement les prélèvements obligatoires (+26 Md£ en 2029-30) afin de respecter ses règles budgétaires. Ces mesures devraient permettre de porter l'excédent du solde public en 2029-30 à 22 Md£. En parallèle du rééquilibrage des finances publiques via les recettes, ce Budget finance des mesures essentiellement redistributives.

Plusieurs mesures présentées par le gouvernement touchent directement les secteurs de l'énergie et des transports. Concernant l'énergie, le gouvernement a annoncé plusieurs mesures pour réduire les factures d'électricité d'environ 150£ pour les consommateurs et pour favoriser l'électricité relativement au gaz : 75 % du coût du soutien aux énergies renouvelables sera basculé des factures des consommateurs vers le budget général tandis que le dispositif des certificats économie d'énergie, critiqué récemment par un rapport du National Audit Office, sera supprimé. En parallèle, 1,5 Md£ supplémentaires seront alloués au Warm Homes Plan, déjà doté de 13,2 Md£ lors de la Spending Review. Par ailleurs, le gouvernement a confirmé l'interdiction des forages pétroliers et gaziers dans de nouveaux champs pétroliers en mer du Nord (. La taxe exceptionnelle sur les profits des producteurs d'hydrocarbure (*Energy Profits Levy*) sera remplacée à compter de 2030 par un nouveau dispositif (*Oil and Gas Price Mechanism*) (sur ces mesures, cf. point détaillé ci-après)

Dans le secteur des transports, la majorité des mesures concerne le soutien aux véhicules électriques, avec 1,3 Md£ supplémentaires alloués au dispositif d'aide à l'achat (Electric Car Grant Scheme), un report de 4 ans de la fin du régime dérogatoire d'avantages en nature dont bénéficient les véhicules électriques fournis par les entreprises à leurs salariés, 100 M£ supplémentaires pour les bornes de recharge électriques. En contrepartie, le gouvernement a annoncé une nouvelle taxe au kilomètre pour les véhicules électriques à compter

de 2028-29 (3p par mile pour les VE, 1,5p par mile pour les hybrides rechargeables) afin de contribuer à l'entretien des routes. Enfin, le gouvernement a annoncé la suppression de la remise de 5p et la fin du gel de la hausse des taxes sur les produits pétroliers (*fuel duty*) à compter de 2027, un gel des tarifs ferroviaires d'un an et une hausse des taxes sur les voyages réalisés en jet privé à partir de 2027.

Enfin, dans le secteur du traitement des déchets, le gouvernement a annoncé renoncer à son projet de simplification de la taxe d'enfouissement des déchets (*landfill tax*).

Energie-climat

Le gouvernement présente son plan pour le futur de la production d'hydrocarbures en Mer du Nord

En marge du budget, le ministère chargé de l'énergie a publié sa réponse à la consultation lancée sur le [futur de l'exploitation des ressources énergétiques en mer du Nord](#) et la « juste transition » des travailleurs du secteur pétrogazier vers de nouvelles activités (éolien en mer, capture et stockage du carbone, hydrogène).

Le gouvernement a ainsi confirmé l'interdiction des forages pétroliers et gaziers dans de nouveaux champs pétroliers en mer du Nord comme il s'y était engagé dans son programme électoral. En revanche, les forages pourront continuer dans les champs déjà exploités ou dans les zones situées dans leur continuité.

Le gouvernement a également annoncé une réforme de la fiscalité des producteurs de pétrole et de gaz. Introduite en 2022, la taxe exceptionnelle sur les profits (*Energy Profits Levy*), qui porte à 78 % le taux marginal d'imposition des producteurs d'hydrocarbure, sera remplacée à compter de son extinction en 2030 par un nouveau dispositif : le *Oil and Gas Price Mechanism*. Ce nouveau mécanisme, qui imposera une surtaxe de 35 % des profits des producteurs d'hydrocarbures (comme l'actuel dispositif *Energy Profits Levy*), ne se déclenchera qu'en présence de prix de marché élevés (90\$ pour le baril de pétrole ou 90p par BTU de gaz naturel) ; il pourrait même entrer en vigueur dès 2026 si les prix passaient sous les seuils définis par le *Energy Security Investment Mechanism* (71,4 USD pour un baril de pétrole et 0,54£ par BTU de gaz naturel).

Le plan prévoit par ailleurs le lancement d'un programme de reconversion des employés du secteur pétrolier et gazier (North Sea Jobs Service), qui s'appuiera sur l'extension du Energy Skills Passport et un financement additionnel de 20 M€ pour des programmes de formation.

Plus de 1400 scientifiques alertent la classe politique sur les risques du changement climatique lors d'un National Emergency Briefing

Le Parlement de Westminster a accueilli un événement exceptionnel en présence de plus de 100 parlementaires destiné à sensibiliser les décideurs publics aux risques posés par le changement climatique au Royaume-Uni. Une dizaine de scientifiques et d'experts de premier plan se sont relayés lors de ce [National Emergency Briefing](#) pour

inviter les parlementaires à adopter une législation d'urgence et à mettre en œuvre un « plan Marshall » pour déployer les technologies propres.

Au préalable, plus de 1 400 scientifiques avaient écrit aux membres du Parlement et du gouvernement pour les inviter à participer à l'évènement.

Environnement

Le DEFRA présente une stratégie de protection de la biodiversité dans les 14 territoires d'outre-mer britanniques

Le ministère chargé de l'environnement a présenté une [nouvelle stratégie pour protéger la biodiversité](#) dans les 14 territoires d'outre-mer du Royaume-Uni, qui abritent plus de 40 000 espèces. Pour la première fois, cette stratégie définit une ambition de conservation commune aux 14 territoires et précise pour chacun d'entre eux une liste de mesures à mettre en œuvre.

Transports

Le Gouvernement annonce son soutien à la troisième piste de l'aéroport de Heathrow

Dans un [communiqué](#), la ministre des transports, Heidi Alexander, a décidé de soutenir la proposition de Heathrow visant à construire une troisième piste de 3 500 mètres, un projet d'investissement d'un montant total de 33 Md£ (21 Md£ pour la piste, 12 Md£ pour la construction de nouveaux terminaux) qui implique de déplacer une portion de l'autoroute M25. L'aéroport prévoit en outre d'investir 15 Md£ dans l'agrandissement et la modernisation de ses terminaux existants, indépendamment du projet de 3ème piste.

Malgré les mises en garde de compagnies aériennes comme British Airways et Virgin Atlantic, qui redoutent une flambée des coûts et donc des redevances aéroportuaires, les ministres ont écarté l'alternative moins coûteuse proposée par le groupe Arora. Celui-ci défendait une piste plus courte de 2 800 mètres, évitant le déplacement de la M25 mais nécessitant davantage d'expropriations et offrant, selon Heathrow, une capacité moindre.

La Civil Aviation Authority, régulateur de l'aviation, s'attend à une hausse des redevances aéroportuaires, qui creuserait l'écart existant sur ce point avec les autres aéroports londoniens. Cette inquiétude l'a conduit à lancer une [consultation](#) sur une évolution du mode de régulation économique de l'aéroport.

La décision maintient également la possibilité pour d'autres acteurs qu'Heathrow de construire et d'exploiter des terminaux dans l'aéroport, ce qui pourrait permettre au groupe Arora de continuer à développer des projets.

Le gouvernement souhaite accélérer le processus d'aménagement en révisant rapidement le *Airports National Policy Statement*, avec l'objectif de lancer les travaux avant les prochaines élections, prévues d'ici 2029. Une consultation publique est prévue l'été

prochain, et l'obtention des autorisations d'urbanisme devrait intervenir plus tard dans la décennie.

Le gouvernement durcit la fiscalité des jets privés

Dans le cadre de la présentation du Budget, la chancelière de l'Echiquier Rachel Reeves a annoncé un durcissement de la fiscalité des jets privés, en supprimant une niche qui permettait à deux tiers des vols non commerciaux d'échapper au taux majoré de l'Air Passenger Duty (APD). À partir d'avril 2027, tous les appareils de plus de 5,7 tonnes (et non plus 20) seront soumis au taux majoré. Concrètement, le montant prélevé pour un passager de jet privé long-courrier sera multiplié par quatre, de 253£ à 1141£ par vol. Le Trésor britannique anticipe que le nombre de passagers concernés par cette majoration atteindra 532 000, ce qui générerait 10M£ de recettes supplémentaires par an.

Le gouvernement estime que cette réforme permettra d'aligner la contribution des utilisateurs de jets privés sur celle des voyageurs commerciaux, mettant fin à un traitement fiscal jugé inéquitable. Plusieurs organisations environnementales jugent toutefois cette mesure insuffisante, et réclament une réforme plus ambitieuse, comprenant l'application de la TVA sur le carburant d'aviation.

Le prix des billets de trains gelé pour 2026

Le gouvernement britannique a annoncé un gel des tarifs ferroviaires régulés en Angleterre pour 2026, une première depuis 30 ans. Cette décision vise à limiter l'inflation, alléger le coût de la vie et soutenir la croissance économique, au moment où plusieurs hausses d'impôts ont été annoncées pour consolider les comptes publics. Le gel intervient alors que les tarifs régulés auraient normalement dû augmenter d'au moins 4,8 % en raison de l'inflation, ce qui aurait fortement pénalisé les usagers quotidiens.

Les syndicats et associations d'usagers voient dans ce gel un signal positif après des années où l'augmentation des tarifs ferroviaires contrastait lourdement avec le gel de la taxe sur le carburant, en vigueur depuis 2011. Le gel est également perçu comme un pas symbolique vers la future nationalisation complète des opérateurs ferroviaires d'ici 2027, dans le cadre de la création de Great British Railways.

La fiscalité des carburants augmentera à partir de 2026

Le gouvernement britannique prévoit d'augmenter les taxes sur le carburant pour la première fois en plus de quinze ans, en commençant par une hausse de 1p/litre en septembre 2026. Cette décision marque le début du retrait progressif de la réduction de 5p/litre introduite en 2022 après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui sera toutefois maintenue jusqu'à septembre 2026, pour un coût de 2,4 Md£. Cette augmentation sera suivie de deux hausses supplémentaires de 2p en décembre 2026 et mars 2027.

Face à la sensibilité politique de cette taxe, les gouvernements précédents avaient gelé depuis 2011 son évolution normalement indexée sur l'inflation. Le coût cumulé de ce gel a été évalué à 120Md£.

Pour atténuer le mécontentement, le gouvernement a annoncé introduire des règles imposant aux stations-service de partager en temps réel l'évolution des prix, une mesure censée faire économiser environ 40 £ par an aux ménages.

Parallèlement, Reeves a confirmé la future mise en place d'une tarification au kilomètre pour les véhicules électriques (3p/mile) et les hybrides rechargeables (1.5p/mile) à partir de 2028. L'OBR anticipe que cette mesure réduira fortement les ventes d'EV, comme observé en Nouvelle-Zélande et en Islande, estimant jusqu'à 440 000 ventes en moins d'ici 2030-31 — partiellement compensées par des subventions supplémentaires destinées à soutenir l'achat de voitures électriques.

Industrie

Le gouvernement prolonge le dispositif d'aide à l'achat de véhicules électriques

Dans le cadre de l'annonce du budget 2026, la chancelière Rachel Reeves a présenté l'extension de la subvention destinée à l'achat de véhicules électriques (*Electric Car Grant – ECG*), avec un financement supplémentaire de 1,3 Md£.

Lancée en juillet, l'ECG a déjà permis à 35 000 conducteurs d'acquérir des nouveaux véhicules électriques, à travers une réduction de 1 500 £ ou 3 750 £ selon le modèle.

Le budget du programme sera triplé et prolongé jusqu'en 2029-2030, accompagné d'un financement supplémentaire de 200M£ pour accélérer le déploiement des bornes de recharge.

L'objectif est de stimuler un marché encore en retard sur le cap fixé par le *Zero Emission Vehicle Mandate*, alors que le Royaume-Uni prévoit l'arrêt des ventes de voitures neuves essence et diesel en 2030, et des hybrides en 2035.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard
Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr